



Déclaration au Conseil académique et Congrès du 17 septembre 2020

Les élus FSU et CGT manifestent leur **mécontentement**, la direction de l'Université de Lille décidant la tenue de conseils en ce jour de **mobilisation interprofessionnelle**.

Les conditions de travail de cette rentrée sont **inacceptables** et l'ensemble du personnel découvre les cas de CoVid à l'Université via les médias !

L'avis du **CHSCT** (comité hygiène et sécurité conditions de travail) ULille du 15 septembre répertorie les trop nombreuses situations ne respectant pas le **minimum de sécurité** pour les personnels et les usagers. D'autre part, le **Comité technique** n'a pas approuvé le PRA2 (plan de reprise d'activité) sur les conditions sanitaires de reprise qui ne tient pas compte ni de la mise à jour du 6 septembre des fiches de la DGESIP ni de la dernière circulaire MESRI du 7 septembre. La ventilation des salles nécessaire suite à la tenue d'un enseignement, outre qu'elle n'est pas toujours possible, risque d'être coûteuse en énergie lorsque les températures vont chuter. Le Plan de reprise ne prévoit pas la **distanciation sanitaire** dans les salles de TD, de TP ou les laboratoires. Ainsi, nous travaillons dans des salles de cours trop exigües vis à vis du nombre d'étudiants et le port du masque et l'emploi de SHA risquent de ne pas être suffisants pour arrêter la contamination de tous, personnels et usagers.

La motion du **Cneser** permanent du 15 septembre met en exergue les carences de la rentrée et le caractère non-homogène des dispositifs mis en place dans les différentes universités. Il souligne les besoins urgents de **recrutements** liés à l'augmentation du nombre d'étudiants et la nécessité d'avoir davantage d'espace et de moyens afin d'assurer **la sécurité de tous** !

Alors que nous nous débattons avec la réalité du terrain, la majorité présidentielle a la tête dans les étoiles. Nous avons déjà exprimé des craintes quant à la mise en place du super établissement dont la direction a déjà soumis le projet devant les conseils (cf déclaration mars 2020). L'excellence prônée cache la forêt des incertitudes de cette rentrée !!

Et la nouvelle entité de faculté de **santé et des sports** ressemble à un « mammoth » bien peu agile, reconstituant l'ancienne université de Santé sans le Droit. Après la crise de la Covid, de nouvelles manières de collaborer ont vu le jour, mais notre direction préfère le retour dans le passé. Pour rappel, le comité technique (excepté le SNTPEs) n'a pas accordé sa confiance dans ce projet. Le comité technique n'a pas non plus donné quitus à l'intégration de la **bibliothèque** de Faculté de chirurgie dentaire au sein du SCD.

Par le passé, et de plus en plus systématiquement, les IRP (instances représentatives du personnel) produisent des avis qui **sont ignorés** de la Présidence, laquelle poursuit à marche forcée son entreprise de destruction des services qui fonctionnent encore grâce au **professionnalisme** des personnels, et accroît, sans crainte des **coûts humains**, la privatisation et la marchandisation progressives du service public de l'Enseignement Supérieur.

La perspective de la mise en place de la **LPPR** n'est pas plus réjouissante pour nos statuts et nos libertés. Nous sommes convaincus qu'elle est nocive non seulement pour l'égalité des chances des étudiants et du public, mais aussi pour la démocratie et la liberté de la recherche et de l'enseignement dans nos établissements. Nous le constatons déjà. Et nous attendons toujours un **positionnement de la direction** en faveur d'une **protection** des personnels vis à vis de cette nouvelle « épée de Damoclès ». C'est avec un profond mécontentement, mais aussi beaucoup d'inquiétude que les élus FSU et CGT abordent cette séance se tenant dans un contexte de lutte. Ils se font l'écho de la saturation des collègues face à la multiplicité des tâches pouvant conduire au burnout des personnels et à une explosion inéluctable.